

Lundi (après-midi) 16 novembre 2015

Direction de la police et des affaires militaires

8 2015.RRGR.322 Motion 101-2015 Seiler (Trubschachen, Les Verts) Politique de l'asile et de l'intégration: il faut agir!

N° de l'intervention: 101-2015
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 16.03.2015
Déposée par: Seiler (Trubschachen, Les Verts) (porte-parole)
Brönnimann (Mittelhäusern, pvl)
Brunner (Hinterkappelen, PS)
Cosignataires: 11
N° d'ACE: 1147/2015 du 16 septembre 2015
Direction: POM

Politique de l'asile et de l'intégration: il faut agir!

Le Conseil-exécutif est chargé des mandats suivants :

1. Elaborer une stratégie de l'asile et de l'intégration prospective, responsable et pérenne.
2. Accomplir les tâches du domaine de l'asile de telle sorte que la Confédération rembourse entièrement les prestations d'aide sociale au canton.
3. Mettre en place un modèle de potentiel stratégique qui permette de réagir rapidement et correctement aux fluctuations du nombre de demandes d'asile.
4. Favoriser l'implication de la société civile dans l'hébergement et la prise en charge des réfugiés et utiliser les bonnes volontés.

Développement :

23 765 demandes d'asile ont été déposées en Suisse en 2014. En juillet, cas unique en Suisse, le Conseil-exécutif a dû recourir au droit d'urgence pour obliger les communes à mettre des locaux d'hébergement à disposition. Pour 2015, le Secrétariat d'Etat aux migrations s'attend à 29 000 à 31 000 nouvelles demandes, soit une progression de 22 à 30 pour cent par rapport à 2014. Sans compter les 3000 personnes concernées par le conflit en Syrie, que le Conseil fédéral a décidé d'accueillir ces prochaines années par arrêté du 6 mars 2015. Compte tenu des chiffres de sa population, le canton de Berne se verra attribuer 13,5 pour cent de ces requérants d'asile.

La plupart des personnes qui demandent l'asile en Suisse viennent d'une zone de conflit ou d'un Etat de non-droit où elles ne peuvent pas être renvoyées. En 2014, l'Erythrée était le principal pays concerné avec 6923 demandes, suivi de la Syrie et du Sri Lanka avec 3819 et 1277 demandes respectivement. 813 demandes ont été déposées par des ressortissants somaliens, 747, par des ressortissants afghans. Le taux de protection était logiquement élevé, 65 pour cent : la majorité des personnes dont la Suisse a examiné matériellement la demande ont obtenu le statut de réfugié (2014 : 6199 personnes) ou ont été mises au bénéfice de l'admission provisoire (2014 : 9367 personnes). Dans un cas comme dans l'autre, ces personnes sont en Suisse pour longtemps et devraient donc pouvoir s'intégrer le plus vite possible et subvenir à leurs propres besoins.

Le canton de Berne ne remplit pas correctement ses tâches dans le domaine de l'intégration et la Confédération l'a pénalisé en conséquence en opérant des coupes radicales dans ses remboursements de prestations d'aide sociale. D'après un article paru le 10 mars 2014 dans la *Berner Zeitung*, le canton de Berne a ainsi perdu 5,5 millions de francs de ressources fédérales en 2013 et, en 2014, la perte devrait être de 7,75 millions. Ce manque à gagner, conjugué aux mesures imposées par la bureaucratie, ont dégradé une situation déjà difficile dans le domaine de l'asile.

C'est ainsi par exemple que le personnel des services d'aide sociale en matière d'asile doit procéder chaque jour à un contrôle de présence parmi les requérants, présence qui doit être

attestée par la signature des intéressés, tout cela au détriment de la prise en charge à proprement parler. Par ailleurs, l'indemnisation de ces services d'aide sociale a été tellement réduite que les hébergements collectifs doivent quasiment afficher complet pour ne pas se retrouver dans les chiffres rouges. C'est à l'envers du bon sens quand on sait à quel point le nombre de demandes d'asile est soumis à de fortes fluctuations. Les autorités fédérales parlent dans ce contexte de potentiel stratégique, un outil devant permettre de réagir rapidement et correctement aux fluctuations subites.

Le canton de Berne ne dispose pas de ce potentiel stratégique si tous ses centres affichent en permanence complet. Si le canton se voit attribuer moins de requérants, les exploitants des hébergements collectifs gardent plus longtemps les occupants sous leur responsabilité. Les requérants sont ainsi dissuadés de recourir à l'offre d'hébergement et de prise en charge des particuliers ou de subvenir à leurs propres besoins et de s'installer dans un appartement. Voilà qui contredit les objectifs d'intégration sociale et professionnelle et qui revient très cher aux contribuables.

Si le nombre de requérants augmente, il faut immédiatement ouvrir de nouveaux centres et on se retrouve confronté à une nouvelle pénurie, un phénomène dont pâtissent les requérants et qui, politiquement, est discutable : que penser d'une autorité qui, régulièrement, déconcerte une partie de ses sujets, les inquiète et les pousse à monter aux barricades ?

Autre exemple frappant de la dégradation de la politique bernoise de l'asile, les coupes opérées dans les cours de langue pour les requérants. Avec pour conséquence que ces personnes n'acquièrent pas la maîtrise de la langue nécessaire pour décrocher un emploi. Et le cercle vicieux se boucle de nouveau : la Confédération réduit ses remboursements au canton de Berne. Et si dans quelques années, la Confédération supprime complètement ses versements, les réfugiés et les personnes au bénéfice de l'admission provisoire seront condamnés à l'aide sociale et les contribuables devront de nouveau mettre la main à la poche. La situation changerait si le canton avait une politique de l'asile et de l'intégration visionnaire, responsable et pérenne.

Réponse du Conseil-exécutif

Dans les domaines de l'aide sociale en matière d'asile et de l'aide d'urgence à fournir aux requérants faisant l'objet d'un renvoi, le canton de Berne fonde son action sur le droit ordinaire. Par l'adoption de la loi du 20 janvier 2009 portant introduction de la loi fédérale sur l'asile et de la loi fédérale sur les étrangers (LiLFAE; RSB 122.20), il a endossé la compétence relative aux requérants dont la procédure est en cours et à ceux dont la demande a été rejetée. Aussi, les communes ont été en majeure partie soulagées des tâches directement liées à l'hébergement et à l'encadrement, même s'il leur incombe toujours de pourvoir au volume nécessaire de locaux d'habitation pour les personnes en procédure d'asile. À l'inverse, en 2011, dans la moitié des cantons environ, l'accueil des requérants et des personnes admises provisoirement et l'aide sociale qui y est liée relevaient, en partie au moins, des attributions communales (CFM¹, p. 85).

Les principes régissant la politique d'asile figurent dans la LiLFAE, qui prévoit notamment que le calcul des prestations de l'aide sociale pour les personnes relevant du domaine de l'asile se fonde théoriquement sur le montant des subventions fédérales (art. 5, al 1).

Entré en vigueur le 1^{er} avril 2013, le système fédéral révisé de subventionnement de l'aide sociale en matière d'asile a introduit un forfait mensuel global par personne, induisant un effet incitatif en vue d'une meilleure intégration des personnes étrangères sur le marché du travail. Si le taux d'insertion professionnelle des réfugiés et des personnes admises provisoirement augmente en moyenne suisse, mais que le taux de chômage des ressortissants étrangers habitant le canton de Berne reste constant, une déduction plus importante sera effectuée sur le montant global versé mensuellement à ce dernier pour l'aide sociale en matière d'asile, lequel s'en trouvera ainsi diminué. Le résultat est le même si le taux d'insertion professionnelle des réfugiés et des personnes au bénéfice d'une admission provisoire en Suisse demeure inchangé, mais que le taux de chômage des ressortissants étrangers domiciliés en territoire bernois est en hausse. De ce fait, le Conseil-exécutif envisage de mettre en œuvre diverses mesures issues de la collaboration

¹ Commission fédérale pour les questions de migration, Wichmann et al., Les marges de manœuvre au sein du fédéralisme: La politique des migrations dans les cantons (2011)

interinstitutionnelle (CII), aux fins d'améliorer le taux d'intégration des personnes de nationalité étrangère sur le marché du travail².

Les ressources financières de l'Office de la population et des migrations (OPM) ont diminué d'environ 13 pour cent suite à la modification du système de subventionnement de la Confédération. L'OPM a réagi en premier lieu à cette réduction en adaptant les conditions applicables aux services d'aide sociale en matière d'asile avec lesquels il était lié par contrat. Comme le calcul des frais d'hébergement en appartements (phase 2) n'offrait pas une grande marge de manœuvre, l'OPM a décidé d'opérer une réduction dans le secteur de l'hébergement collectif (phase 1). La diminution des frais relatifs aux structures d'accueil situées en surface était liée au passage du financement par objet (indemnité par place d'hébergement disponible) au financement par sujet (indemnité par personne hébergée). En revanche, pour assurer le financement par objet de structures d'accueil d'urgence souterraines (abris de la protection civile), le Grand Conseil a autorisé un crédit d'engagement d'un montant maximal de 1,1 million de francs lors de la session parlementaire de juin 2015.

Le Conseil-exécutif estime qu'un contrôle régulier des présences est indispensable au maintien de la sécurité dans les centres d'asile et à l'établissement d'un décompte correct. Malgré la diminution des ressources disponibles, les personnes relevant du domaine de l'asile ont toujours accès à des cours d'allemand et de français.

La mise en œuvre des mesures en faveur des requérants d'asile demandées par les auteurs de la motion (extension de la réserve stratégique en matière d'hébergement, renforcement de l'intégration sociale et professionnelle, intensification des cours de langues) engendrerait des dépenses de plusieurs millions, que le canton devrait prendre à sa charge.

1. La restructuration du domaine de l'asile telle que planifiée par la Confédération permettra le traitement regroupé de la plupart des demandes d'asile dans des centres fédéraux situés dans six régions distinctes. L'une d'elles se recoupera avec le territoire bernois et sera dotée d'un centre de procédure d'asile et d'un centre de départ au moins. Comme la première audition des requérants et le tri des demandes auront lieu dans ces infrastructures fédérales, les cantons devront assurer à l'avenir l'encadrement et l'hébergement des seuls requérants en « procédure élargie », plus susceptibles de se voir reconnaître la qualité de réfugiés ou de bénéficier d'une admission provisoire et, à ce titre, de pouvoir rester en Suisse. Par contre, les requérants en procédure accélérée et les « cas-Dublin » resteront dans les centres fédéraux jusqu'à l'entrée en force de la décision négative. À l'avenir, un renvoi sera en effet exécuté directement depuis le centre de départ, par les autorités du canton où celui-ci est situé.

Au vu de cette évolution, le Conseil-exécutif entend procéder à une restructuration stratégique de l'asile sur le plan cantonal, dont la mise en œuvre interviendra en 2019. Le 11 février 2015, il a décidé qu'il convenait de suivre l'orientation stratégique « Intégration par la Direction de la santé et de la prévoyance sociale dès le début et conduite rapide et efficace des procédures par la Direction de la police et des affaires militaires ». En date du 9 septembre 2015, il a donc chargé ces deux directions de mettre en œuvre le projet « Restructuration du domaine de l'asile dans le canton de Berne » (NA-BE).

De plus, la CII a élaboré, sous la direction du beco, un plan de mesures d'intégration réalisables à moyen terme, dont le Conseil-exécutif a pris connaissance le 9 septembre 2015. L'intégration de la stratégie transitoire aux dispositions fondant l'aide sociale en matière d'asile pour les années 2015 à 2018 sera vraisemblablement terminée d'ici à la session parlementaire de novembre 2015.

Au vu de ce qui précède, on constate que l'élaboration d'un plan stratégique sur l'asile est déjà en cours, de sorte que le Grand Conseil n'a pas à mandater le Conseil-exécutif en ce sens. Ce dernier propose donc l'adoption et le classement simultané du point 1 de la présente motion.

2. À titre d'introduction, le Conseil-exécutif souligne que le nouveau système fédéral de financement, mentionné par les auteurs de la motion, ne représente pas une « sanction » ciblée infligée au canton de Berne, mais qu'il vise au contraire à inciter plus fortement les cantons à promouvoir l'intégration des ressortissants étrangers sur le marché du travail. Ce faisant, il entend diminuer à moyen terme les frais d'aide sociale en favorisant l'intégration susmentionnée, tout en atteignant un taux de couverture plus important de l'aide sociale en matière d'asile par le biais des subventions fédérales. En vue de ces améliorations, le canton de Berne devra toutefois

² Voir aussi les réponses du Conseil-exécutif aux interpellations 086-2014 Imboden (Intégration professionnelle des personnes réfugiées et de celles admises à titre provisoire) et 161-2014 Müller (Cause et effet de la suppression des emplois de courte durée dans le domaine de l'asile), ainsi qu'à la motion 059-2015 Sancar (Intégration des réfugiés dans le marché du travail)
CONVERT_3582543dd46f415d900baee604b1cd33 26.11.2015

consentir des investissements à court terme finançant des mesures en faveur des personnes relevant du domaine de l'asile. À cet égard, le Conseil-exécutif compte sur le soutien du Grand Conseil, notamment lors des débats qui porteront sur de telles demandes de crédit. Les hébergements spéciaux – p. ex. celui des requérants d'asile mineurs non accompagnés – ne peuvent en effet être subventionnés par la Confédération qu'en moindre part.

De ce fait, le Conseil-exécutif propose l'adoption du point 2 de la motion sous forme de postulat.

3. Le domaine de l'asile se caractérisant par de fortes fluctuations, le Conseil-exécutif est conscient que l'on ne saurait se passer d'une réserve stratégique ni de la possibilité d'ouvrir et de fermer des centres en fonction des besoins.

Le Service des migrations du canton de Berne dispose d'une réserve stratégique de quelque 250 places d'hébergement, destinées aux personnes dont la procédure d'asile est en cours. Dans les périodes où le canton se voit attribuer un nombre exceptionnellement élevé de requérants d'asile (comme durant les étés 2014 et 2015, en raison de flux migratoires importants en provenance d'Érythrée et du grand nombre de réfugiés syriens), une telle réserve ne suffit pas.

Diverses solutions sont en cours d'examen. Ne désirant pas agir avant d'en connaître les résultats, le Conseil-exécutif propose l'adoption du point 3 de la motion sous forme de postulat.

4. Le Conseil-exécutif trouve, comme les auteurs de la motion, qu'il convient de soutenir et de mettre à profit l'engagement bénévole émanant de la société civile en matière d'hébergement et d'encadrement des personnes en quête de protection. Aujourd'hui déjà, de nombreux volontaires s'investissent personnellement dans l'encadrement de requérants d'asile. Depuis le 1^{er} janvier 2015, des particuliers peuvent en outre s'adresser à l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés pour accueillir chez eux des personnes admises à titre provisoire. Partant, le Conseil-exécutif propose l'adoption et le classement simultané du point 4 de la motion.

Proposition du Conseil-exécutif :

Vote point par point

Chiffre 1: adoption et classement

Chiffre 2: adoption sous forme de postulat

Chiffre 3: adoption sous forme de postulat

Chiffre 4: adoption et classement

Le président. Wir kommen zur Motion Seiler, Traktandum 8. Wir führen eine freie Debatte, der Motionär hat das Wort.

Michel Seiler, Trubschachen (Les Verts). Werte Mitverantwortliche für eine Welt von Morgen. Flüchtlingsströme aus einer Welt ohne Perspektive in die reichsten und sichersten Länder der Welt werden zum Alltag. Und sie werden auch in der weiteren Zukunft eine der grössten Herausforderungen überhaupt sein. Grenzen werden nicht stark genug sein, um diese aufzuhalten. Seit Jahrzehnten haben genügend Menschen gewarnt, dass unsere Lebensweise auf zu grossem Fuss, unser Kauf- und Verkaufsverhalten und teilweise auch unsere Art der Entwicklungshilfe die Welt insgesamt schwächt, destabilisiert und antidemokratische Staaten stärkt. Und dass wir für eine nachhaltige, langfristige Hilfe hier, jetzt und alle unser Denken und Handeln ändern müssen. Doch wir haben uns entschieden, in gewohnter Art weiterzufahren, nichts zu ändern und nichts Neues zu wagen. Jetzt sind sie hier, die Flüchtlinge, in immer grösseren Zahlen, vor unseren Türen, und es werden immer mehr werden. Sie flüchten von der Abfallseite unseres Glücks und Wohlstandes und sie kommen genau an den richtigen Ort, nämlich auch zu uns, in der Hoffnung, dass wir so schneller und besser lernen, dass die ganze Welt in einem Zusammenhang steht. Und genau um diese Frage geht es heute: Wollen wir uns auf den Weg machen, mit den zu uns Flüchtenden zusammen auf der Suche nach einer ganzheitlichen Perspektive? Wir haben nur diesen einen Weg, wenn es nicht in einer Katastrophe enden soll. Diese Aufgabe kann nicht dem Staate und der Politik alleine überlassen werden. Es braucht die ganze Bevölkerung dazu. Wir können hier nur den Raum und die besten Bedingungen dafür schaffen. Ob ober- oder unterirdisch beherbergt, das wird zur Nebensache, wenn sich eine warme, menschliche Begegnungskultur entwickelt. Diese Menschen brauchen nicht nur Nahrung und Herberge für den Leib, sondern auch für den Geist und die Seele. Schaffen wir also Grundlagen dafür, wie ich sie in meiner Motion fordere. Ich fordere euch daher nun auf, sie in allen vier Punkten anzunehmen.

Hubert Klopfenstein, Zweisimmen (PLR). In diesem epischen Vorstoss werden eine Reihe von

Fragen aufgeworfen. Es ist ein Sammelsurium. Ich muss sagen, meine Welt von Morgen sieht ein wenig anders aus als diejenige von Herrn Seiler. Das ist halt einfach so. Alleine schon die Begründung ist etwas fraglich. Es hat mich etwas gestört, dass er von der Gruppierung der Eritreer schreibt. Dies sind aus meiner Sicht in der Regel doch einfach junge Leute, die im eigenen Land keinen Militärdienst leisten. Sie erfüllen damit keinen echten Asylgrund und sind und erst noch schlecht integrierbar. Dies nur als Einleitung.

Es wird ein Konzept verlangt. Ein weiteres Konzept auf kantonaler Ebene, einen Papiertiger – Brauchen wir das? Tatsache ist doch, dass zurzeit der Kanton Bern, der arme Polizeidirektor, die verfehlte Politik auf Bundesebene vollziehen muss; diese Sololäufe des Bundesrats, von denen man lesen konnte. Der Handlungsspielraum wird für den Kanton damit sehr, sehr eng. Die Asylzahlen nehmen zu, das werden wir noch hören. Bundebern schaut einmal zu, beruhigt und beschwichtigt. Das einzige Konzept für uns, Herr Seiler – und da sind wir nicht derselben Meinung –, ist einfach eine möglichst restriktive, unattraktive Asylpolitik. Wir wollen sicher keine Asylpolitik, die auf Willkommensbasis beruht, die den roten Teppich auslegt und in der das Wort «Integration» zelebriert wird bis zum Abwinken. Ich sage dies deshalb, weil wir in der Schweiz, im Kanton Bern natürlich noch eine ganze Reihe von jungen Fürsorgeempfängern haben. Das sind junge, ausgesteuerte Arbeitslose, die man dann auch noch integrieren müsste, und plötzlich schneidet sich das dann miteinander. Es ist einfach eine Binsenwahrheit: Jeder Staat, jedes Gemeinwesen, das liberal ist, sich öffnet und Angebote hat, wird die meisten Flüchtlinge haben. Deutschland lässt grüssen. Diese Gruppierungen sind sehr gut vernetzt und wissen, wie die Bedingungen sind.

Kurz: Meines Erachtens braucht es kein neues Konzept in diesem Kanton. Der Player ist Bundebern. Der Regierungsrat möchte das Postulat annehmen, aber uns ist dabei wichtig, dass Ziffer 1abgeschrieben wird. In Ziffer 2 ist eigentlich die Fragestellung falsch. Es ist eine Kritik am Polizeidirektor. Man könnte meinen, er mache alles falsch. Wir können diesen zweiten Punkt nicht so stehen lassen und werden ihn ablehnen. Auf Seite 5 heisst es in der Motionsantwort, es würden dann entsprechende Kreditanträge vonseiten der POM kommen. Dann wird man darüber reden können. Aber jetzt, quasi in vorauseilendem Gehorsam, muss man den Vorstoss sicher nicht überweisen, deshalb kann man hier auch das Postulat ablehnen. Für Ziffer 3 ist Annahme als Postulat beantragt. Damit können wir leben. Ziffer 4 beinhaltet wiederum eine vielleicht etwas naive Frage von Herrn Seiler. Aber immerhin, wenn man sie abschreibt, wird sie etwas weniger naiv.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD). Ich sehe es nicht ganz gleich wie der Vorredner. In einem markanten Punkt sind wir aber derselben Meinung, nämlich dass primär einmal auf der Ebene Bundebern die gesamte Asylpolitik gemacht werden muss. Dort wird auch etwas getan, das können Sie tagein, tagaus lesen. Es ist eine Tatsache, dass sich die Bewegungen von Völkern in der gesamten, globalen Welt in den letzten Jahrzehnten verstärkt haben. Dieser Tatsache können wir uns nicht verschliessen. Das ist eine neue Herausforderung, die auf unser Land zukommt, und für die wir Lösungen finden müssen. Lösungen hat das Bundesparlament denn auch vorgeschlagen; beispielsweise mit dem neuen, radikal revidierten Asylgesetz. Ob dieses jemals in Kraft treten wird, wissen wir jetzt noch nicht – Sie alle wissen, weshalb. In diesem Zusammenhang möchten wir auch diesen Vorstoss betrachten. Wir hegen keine grossen Befürchtungen, wonach die Überweisung des Vorstosses zu einer Flut von Asylbewerberinnen und Asylbewerbern im Kanton Bern führen wird. Im Gegenteil, der Vorstoss ist eher strategisch darauf ausgerichtet, dass man für diejenigen, die einmal hier sind, dann auch entsprechend sorgen können. Wir werden ebenso wie der Regierungsrat Ziffer 1 und 4 annehmen und abschreiben. In Ziffer 2 und 3 sind wir dafür, den Vorstoss als Motion zu überweisen. Wir haben nichts dagegen, wenn der Kanton Bern künftig dafür sorgt, dass die Sozialhilfekosten vom Bund zurückerstattet werden. Der Kanton würde also seine Asylpolitik und seine Unterbringungspolitik dahingehend verfeinern, dass wir dieses Geld vom Bund zurückerhalten. Ich glaube, da können wir als Grosser Rat, als Parlament, nichts dagegen haben.

Bei Ziffer 3 sind wir nicht ganz sicher, was die Leistungsbereitschaft bedeutet, was der Motionär hier überhaupt wollte. Wir verstehen die Leistungsbereitschaft, entsprechend den Ausführungen des Regierungsrats, primär einmal als ein Zurverfügungstellen von strategischen Unterbringungslösungen. Und wir sind der Ansicht, da müssten wir dem Regierungsrat den Rücken stärken. Denn auch wir wollen, dass die strategischen Unterbringungslösungen geplant werden und wir sie dann allenfalls zur Verfügung haben. Darauf möchten wir ihn aufmerksam machen. Wir gehen nicht davon aus, die Überweisung dieses Punktes als Motion werde die Bestrebungen des Regierungsrats beeinträchtigen. Wir sehen es nicht ganz so, wie der letzte Satz in den Erklärungen

der Regierung zu Ziffer 3 lautet. Wir möchten diesen Punkt überweisen. Dies ganz klar auch mit dem Hinweis darauf, dass wir der Ansicht sind, Unterbringungen von Asylbewerberinnen und Asylbewerbern in Zivilschutzunterkünften seien ein legitimes Mittel, um den Platzbedarf abdecken zu können. Wir verstehen grossmehrheitlich nicht, weshalb man nur sehr zurückhaltend – und von den Vorschriften her teilweise gar nicht – Asylbewerberinnen und Asylbewerber in Zivilschutzunterkünften unterbringen kann. Da bitte ich den Regierungsrat, diesen Hinweis auch entsprechend aufzunehmen. Es gibt nämlich auch Schweizerinnen und Schweizer, die in solchen Zivilschutzunterkünften Dienst geleistet haben. Dies selbstverständlich nicht für eine sehr lange Zeit. Aber wir gehen davon aus, dass diese Unterkünfte geeignet sind, um den Leuten ein Dach über dem Kopf anzubieten. Deshalb bitten wir Sie, die Ziffern 1–4 als Motion zu überweisen. Die Ziffern 1 und 4 werden wir, wie die Regierung empfiehlt, gleichzeitig abschreiben.

Thomas Knutti, Weissenburg (UDC). Unser Kollege Michel Seiler versucht, hier in der Asyl- und Integrationspolitik Verbesserungsvorschläge zu machen. Diese verlangen aber leider einen Ausbau und hätten eine weitere Kostensteigerung zur Folge. Grundsätzlich haben wir in der heutigen Asylindustrie zwei Probleme. Wir haben nicht nur eine Flüchtlingskrise. Viel schlimmer ist für mich die Führungskrise, weil einfach nicht gehandelt, sondern nur verwaltet wird. Auch dieser Vorstoss ist gut gemeint, wird aber am Ende leider nichts nützen. Unser Ziel muss ganz klar sein, dass möglichst viele unser Land wieder verlassen und in ihrer eigenen Heimat das Land wieder aufbauen helfen. Die Integration ist ganz klar in der Verantwortung jedes einzelnen der vorläufig aufgenommenen Einwanderer. Unterdessen wird ja auch überhaupt kein Unterschied mehr gemacht zwischen wirklich bedrohten Flüchtlingen und anderen. Es sind einfach alles Flüchtlinge, obschon nicht in allen Herkunftsländern der Einwanderer Krieg herrscht.

Zu den verschiedenen Punkten der Motion. Es wäre wahrscheinlich schwierig, den ersten Punkt umzusetzen. Die SVP-Fraktion will nicht noch ein zusätzliches Konzept erarbeiten. Dies würde hohe Kosten verursachen, und wir sind der Meinung, der jetzt eingeschlagene Weg auf Bundesebene, wonach die Asylgesuche der Einwanderer in Bundeszentren bearbeitet werden, sei ein Schritt in die richtige Richtung. Somit brauchen wir auch kein weiteres Konzept. Die Subventionierung der Asylsozialhilfe, die vom Bund mittels Anreizsystem geschaffen wurde und sich nach der gesamtschweizerischen Erwerbsquote richtet, soll jetzt wegen Mindereinnahmen weiter ausgebaut werden. Das würde bedeuten, dass vonseiten des Kantons noch mehr Geld in die Integration fliesst. Der Regierungsrat glaubt, dass man mit Geld mehr regeln kann, obschon eine rasche Integration im Interesse jedes Einzelnen liegen sollte, wenn man hier in der Schweiz bleiben will. Aber auch die Forderung in Punkt 3 ist für uns nicht realistisch, weil es schlicht und einfach nicht möglich sein wird, noch mehr Unterkünfte vorbeugend zu reservieren. Sie haben ja auch gerade erst im Juni einen Kredit von 1,1 Mio. Franken bewilligt, um die unterirdischen Notunterkünfte besser auslasten zu können. Das soll auch dienen, um Schwankungen aufzufangen. Auch dem freiwilligen Engagement der Zivilgesellschaft wird aus unserer Sicht genügend Rechnung getragen. Man kann sich jederzeit bei der Asylkoordination melden, wenn man Flüchtlinge aufnehmen will. Ich habe schon einen Fall mitbekommen, bei dem sich die Anbieter letztendlich aufgrund der grossen Komplexität zurückgezogen haben und ihre Wohnung nicht für Flüchtlinge zur Verfügung stellen konnten. Die SVP-Fraktion wird sämtliche Forderungen ablehnen.

Le vice-président Carlos Reinhard prend la direction des délibérations.

Christoph Grimm, Berthoud (pvl). Die Forderungen des Motionärs sind aus Sicht der glp absolut legitim. Mit den Antworten der Regierung auf die Punkte 1 und 4 sind wir einverstanden, dort schliessen wir uns der Regierung an und werden die beiden Punkte annehmen und abschreiben. Bei den Punkten 2 und 3 möchten wir aber mehr. Wir würden diese also als Motion überweisen. Die glp erachtet es als Pflicht, dass der Kanton seine Aufgaben so löst, dass wir die Beiträge zur Erstattung der Sozialhilfekosten in vollem Umfang zurückerhalten. Uns ist klar, dass diese Mindereinnahmen durch die Änderungen des Subventionsmodells des Bundes entstanden sind. Das war nicht einfach ein Fehler des Kantons. Die Regierung soll aber alle Möglichkeiten ausschöpfen, um mittelfristig die Sozialhilfekosten zu senken und dadurch einen besseren Kostendeckungsgrad der Bundessubventionen zu erhalten. Hier möchten wir auf der Motion beharren und die Regierung dazu verpflichten. Ebenfalls ist uns wichtig, dass nicht nur geprüft wird, ob man eine Strategie für die Leistungsbereitschaft für die Zukunft erstellen soll. Das muss vielmehr klar erfüllt sein. Wenn wir den Vorstoss als Motion überweisen, greifen wir wohl den laufenden

Arbeiten nicht vor. Wenn die Arbeiten dereinst abgeschlossen sein werden, können wir die Motion dann abschreiben. Wir müssen doch wissen, wie wir die mögliche Flut, die auf uns zukommt, bewältigen können. Wir müssen also auch wissen, wie wir auch in Zukunft Schwankungen auffangen können. Es ist natürlich auch uns bewusst, dass dies nicht so ganz einfach ist. Deshalb überweisen wir alle vier Punkte als Motion, werden jedoch die Punkte 1 und 4 gleichzeitig abschreiben.

Patrick Gsteiger, Eschert (PEV). Il est évident que nous vivons une période difficile et une situation qui place aussi notre canton face à des grandes responsabilités en termes d'accueil de nombreux réfugiés qui viennent en Europe et de l'aide d'urgence que nous devons leur apporter. Pour le parti évangélique, le canton de Berne a endossé ses responsabilités avec compétence. Les capacités financières dépendent par contre du système fédéral de forfait mensuel qui devrait inciter à une meilleure intégration sur le marché du travail. Mais nous savons tous que les ressources financières de l'OPM diminuent et que le canton doit forcément fixer des priorités et faire des choix. Le Conseil-exécutif est en outre tributaire des crédits que nous, Grand Conseil, devons accepter ou avons acceptés, notamment pour les hébergements spéciaux. Le domaine de l'asile est très fluctuant, et on ne peut évidemment pas ouvrir et fermer chaque jour un centre. Il s'agit donc ici de soutenir également les efforts de la société civile, qui se propose, par l'intermédiaire de diverses organisations et de privés, d'apporter d'autres solutions d'hébergement. On l'aura lu dans une réponse du Conseil-exécutif, le domaine de l'asile sera restructuré dans le canton de Berne d'ici 2019. Il sera possible de mieux s'adapter à l'évolution de la situation. En attendant, la délégation bernoise aux Chambres fédérales travaille à l'augmentation des indemnités notamment. Une intervention auprès de la Confédération, comme demandée par l'une ou l'autre intervention, nous semble inutile et le canton de Berne ne doit pas se dégager des tâches conjointes qui découlent du domaine de l'asile. Concernant cette motion, le groupe PEV suit attentivement l'évolution de la situation et a pris connaissance avec intérêt des propositions de cette motion. Nous suivrons toutefois les recommandations du Conseil-exécutif pour cette motion-ci, mais aussi vraisemblablement pour la plupart des motions qui suivront.

Meret Schindler, Berne (PS). Wir hätten zu Ziffer 1 gerne vom Regierungsrat gehört, wie diese Strategie für die nächsten drei Jahre aussieht. Wenn man die Zahlen hochrechnet, wie viele Leute kommen werden, so werden das in etwa noch 14 000 sein, wenn die Anzahl gleich bleibt, wie im Jahr 2015. Wo und wie man so viele Leute im Kanton Bern unterbringen will, möchte ich wirklich gerne sehen. Ich habe das Gefühl, dass die strategische Ausrichtung bezüglich Asylsozialhilfe dort nicht ganz ausreicht. Deshalb sind wir gegen eine Abschreibung von Ziffer 1. Bei Ziffer 3 geht es nahtlos weiter. Vor einer Woche haben wir in der Tagesschau gehört, Bern habe derzeit null Plätze als Reserve. Aus meiner Sicht ist strategische Leistungsbereitschaft etwas anderes. Zu Ziffer 2. Dort gehe ich einig mit Kollege Sāmu Leuenberger. Es kann ja nicht sein, dass es nicht in unserem Interesse läge, dass die Finanzen des Bundes ausreichen. Sehr interessant ist es aus meiner Sicht auch, dass diese Leute besser in den Arbeitsmarkt integriert werden können, wenn wir Investitionen bereitstellen. Zu Ziffer 4. Falls sich schon einmal jemand kündigt gemacht hat, um selber bei sich Leute aufzunehmen, weiss er: da bestehen wahnsinnig hohe Anforderungen. Ich glaube, es ist sinnvoll, die Voraussetzungen zu vereinfachen, damit man Leute bei sich zu Hause aufnehmen kann. Da sollten weniger hohe Hürden bestehen.

Carlos Reinhard, Thoune (PLR), vice-président. Es haben sich alle Fraktionen angemeldet. Nun können sich Einzelsprecher anmelden. Das Wort hat Grossrat Amstutz.

Pierre Amstutz, Corgémont (Les Verts). Le thème que nous abordons maintenant est tristement d'actualité et il n'empêche pas d'être humains et de rester humains. Des centaines de milliers de personnes fuient les zones de conflits. L'immense majorité le fait parce que les conditions de vie, les conditions de survie ne sont tout simplement plus humaines. Je vous invite à faire un tout petit effort d'imagination. Imaginez un instant que vous vous trouviez dans une telle situation. Feriez-vous autre chose que fuir? Fuir pour chercher une terre d'asile, même provisoire. Le seul fait de savoir ce que ces femmes, ces hommes, ces enfants endurent durant leur fuite devrait un peu ouvrir notre cœur et nous devrions être interpellés par les propositions de notre collègue. J'en viens aux demandes formulées par l'auteur et les co-auteurs. Premier point. Stratégie de l'asile et de l'intégration prospective, responsable et pérenne. Je crois que nous sommes unanimes ici, dans cet

hémicycle, à vouloir faire que l'intégration soit la plus rapide possible, à vouloir donner des possibilités pour que les personnes intégrées puissent subvenir à leurs propres besoins. Comment peut-on refuser ou reprocher aux réfugiés, aux requérants en situation de procédure élargie, de ne pas s'intégrer, de ne pas travailler, si l'on ne se donne pas les moyens clairs pour y parvenir. Deuxième point. Accomplir les tâches du domaine de l'asile de telle sorte que la Confédération rembourse entièrement les prestations d'aide sociale. Je sais, la population a horreur quand elle constate que oui, il y a ces réfugiés, ces requérants, qu'il faut leur donner une aide sociale, qu'ils ne peuvent pas se débrouiller. Je crois que nous voulons favoriser l'intégration. Le groupe des Verts accepte les quatre points sous forme de motion. Parce que cette intégration passe par un encadrement sérieux, par des cours de langue intensifs, voire à moyen terme une formation professionnelle, et je ne peux pas m'empêcher de penser aux conditions que l'Australie offre – vous me direz, c'est loin d'ici l'Australie – aux immigrants pour vraiment pouvoir être intégrés. Il faudra par conséquent consentir des investissements, je ne parle pas de dépenses, je parle bien d'investissements. C'est aussi valable pour l'école: je n'aime pas que l'on parle de dépenses, on parle d'investissements. Troisième point. Mettre en place un modèle de potentiel stratégique qui permette de réagir rapidement. Comme le reconnaît le Conseil-exécutif, le canton ne pouvait se passer de réserves, de réserves pour le logement. Il doit également avoir la possibilité d'ouvrir et de fermer, comme cela a été dit précédemment, des centres en fonction des besoins. Quatrième point. Favoriser l'implication de la société civile. Oui, c'est vrai, il y a des personnes de la société civile qui se déclarent bénévoles, qui sont des bénévoles: il faut soutenir davantage et mettre à profit ces engagements. Il s'agit également de favoriser, d'encourager l'hébergement et la prise en charge de particuliers. Pour toutes ces raisons, je le répète, le groupe des Verts accepte tous les points sous forme de motion et vous invite à en faire de même.

Ernst Tanner, Ranflüh (UDF). Wir von der EDU sind auch der Meinung, wir bräuchten nicht noch mehr Konzepte. Deshalb sagen wir zu Punkt 1, dass uns die Neustrukturierung, die auf Bundesebene geplant ist, ausreicht. Wir nehmen die Ziffer daher als Motion an unter gleichzeitiger Abschreibung. Zu Punkt 2. Die Bedingungen, welche für die Optimierungen gefordert sind, bringen wieder Investitionen mit sich, und wir von der EDU wollen nicht noch neue Kosten fördern. Deshalb lehnen wir in Punkt 2 auch ein Postulat ab. Dasselbe gilt für Punkt 3. Punkt 4 nehmen wir als Motion an, schreiben den Punkt aber gleichzeitig ab.

Carlos Reinhard, Thoune (PLR), vice-président. Nun haben die Einzelsprecher das Wort. Ihre Redezeit beträgt jeweils drei Minuten.

Martin Schlup, Schüpfen (UDC). Michel Seiler hat mich etwas auf den Plan gerufen. Er hat vorhin bei seinem Referat eigentlich gesagt, es sei fast ausschliesslich unsere Schuld, dass all diese Leute hierher kommen. Ich gebe dir Recht: Einen Teil tragen wir, als westliche Gesellschaft, sicher dazu bei, aber sicher nicht alles. Ich möchte einfach auch einmal sagen: Es sind Leute aus diesen Ländern, deren Verwandte, ihre Kinder, ihre Väter und ihre Mütter dort auch kämpfen und etwas verändern können. Ich glaube, hier in der Schweiz mussten wir manchmal auch für unser Recht eintreten. So viel dazu.

Und noch zur strategischen Leistungsbereitschaft. Was heisst das? Wir wissen, dass im Moment im Kanton Bern 600 Plätze fehlen. Jeden Tag kommen noch etwa 30 hinzu, die uns zugewiesen werden – ja, wann hört das denn wohl auf? Vielleicht müsste man einmal gemeinsam mit dem Bund eine Strategie machen, damit dort etwas geschieht, damit man dem ein wenig entgegenwirken kann. Denn es ist einfach so: Es sind längst nicht alle Flüchtlinge. Die meisten sind Wirtschaftsflüchtlinge. Ich würde wahrscheinlich auch herkommen, wenn die Spielregeln so wären. Deshalb müssen wir dort etwas ändern. Denn wir helfen den Ländern dort unten nicht, wenn wir die jungen Leute alle hierher holen. Was tun dann deren eigene Länder, wenn dort nur noch die ganz Jungen, die Kranken und die Alten bleiben? Diese Länder können Sie für ewige Zeiten vergessen.

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Natürlich führen wir eine Asyldebatte. Wenn Sie die Daten der Einreichung dieser Vorstösse anschauen, so sehen Sie, dass sie alle vor sechs oder sieben Monaten eingereicht worden sind. Und die Welt ist heute eine ganz andere als noch vor sechs, sieben Monaten.

Ich erlaube mir, zu Beginn der Beratung dieser Vorstösse eine Gesamtdarstellung zu machen, damit Sie die aktuelle Situation auch einordnen können. Der Kanton Bern betreibt heute 34 Zentren,

Kollektivunterkünfte mit 3116 Betten. Dort sind zurzeit 3410 Leute untergebracht. Das ist eine Belegung von 110,4 Prozent. Davon sind 22 oberirdische Kollektivunterkünfte, 8 Notunterkünfte und 4 UMA-Zentren. Sie erinnern sich, als wir das UMA-Geschäft hier im Rat behandelt haben, hatte der Kanton Bern 75 UMA (Unbegleitete minderjährige Asylsuchende) unterzubringen. Heute sind es 400. Seit Anfang September dieses Jahres konnten mehrere Unterkünfte mit insgesamt mehr als 700 Betten eröffnet werden. Dies unter anderen in den Gemeinden Muri und Köniz. Wir sind sehr dankbar, dass dies möglich war. Aber die Lage hat sich weiter zugespitzt. Ende August 2015 betrugen die wöchentlichen Zuweisungen an den Kanton Bern knapp 100. Aktuell, seit drei Wochen, haben wir wöchentlich 180 neue Asylsuchende. Diese benötigen von dem Tag an, da sie bei uns im Migrationsdienst erscheinen, ein Bett.

Die Kollektivunterkunft Riggisberg ist ein Leuchtturm in der Art und Weise, wie man mit dieser Herausforderung umgeht, und sie wurde in allen Medien dafür gelobt. Der Bundesrat hat den Standort in corpore besucht. Dieser Standort wird Ende Dezember schliessen, die Gemeinde ist nicht bereit, zu verlängern. Wir haben Asylsuchende in Kappelen bei Lyss in Armeezelten untergebracht. Das ist ein Fahrnisbau, der nach drei Monaten an diesem Standort nicht mehr weiter zu betreiben ist; er wird geschlossen. Wir werden diese Zelte demontieren lassen, sie an einem anderen Standort aufstellen und wieder Asylsuchende darin unterbringen. Dies auch im Winter – die Zelte sind geheizt. Sie werden verstehen, dass ich hier nicht sage, an welchem Standort dies gemacht werden wird. Wir müssen zuerst die Kontakte mit der betreffenden Gemeinde soweit vorantreiben, sodass wir dies dann dort durchführen können. Eventuell können wir das Renferhaus auf dem Areal des Zieglerspitals ab 1. Dezember eröffnen. Wir haben allerdings die Erfahrung gemacht, dass es nicht immer ganz einfach ist, ein solches zugesichertes Zentrum dann auch tatsächlich zu eröffnen. Das Renferhaus ist nämlich kein Gebäude, das ursprünglich für Wohnnutzungen vorgesehen war. Es braucht also Umnutzungsanpassungen, und das ist nicht ganz einfach.

Es fehlen rund 800 Plätze – ich betone: 800 Plätze, meine Damen und Herren. Es befinden sich immer noch 120 anerkannte Flüchtlinge in den Zentren der POM. Dabei handelt es sich um Leute, die den Flüchtlingsstatus bereits erhalten haben und die von der GEF jetzt in einer Gemeinde platziert werden sollten, damit sie Tritt fassen können und die Integration starten kann. Sie belegen in den Zentren der POM Betten, die eigentlich für Neuankömmlinge gebraucht werden. Nun habe ich vorhin mit Freude gehört, man habe das Gefühl, es wäre gut, wenn man sie bei Privaten unterbringen könnte. Also: 120 Leute mit anerkanntem Flüchtlingsstatus suchen einen Platz bei Privaten, die sie aufnehmen würden – allez-y! Mit dem Gefühl alleine ist es aber noch nicht getan, es braucht dann auch die Tat!

Immer wieder wird – auch in diesen Vorstössen, ich weiss das und vertrage es auch – latent das Argument angeführt, wir hätten eben nicht reagiert, und deshalb sei die Situation nun so. Ich stelle Ihnen nun akribisch dar, was die POM seit dem 14. Januar 2015 alles getan hat. Damals haben wir einen Zusatzkreditantrag zur Unterbringung der UMA in den Jahren 2015 und 2016 für die Märzsession eingebracht. Im Februar 2015 hatten wir noch 250 Plätze als strategische Reserve. Das entsprach 10 Prozent der damals vorhandenen Betten. Dann intensivierten wir die laufende Suche nach zusätzlichen Unterkünften. Wir nahmen entsprechende Verhandlungen auf, besuchten während der Sommermonate Anlagen – oder liessen diese besuchen –, von denen wir uns vorstellen konnten, sie könnten als Unterkünfte genutzt werden. Das waren Zivilschutzanlagen. Am 17. und am 24. Juni haben wir den Regierungsrat mit den möglichen Massnahmen befasst, um während den Sommermonaten auf die Situation zu reagieren, als die Zahlen deutlich anstiegen. Am 24. Juni richtete die POM via Regierungsstatthalterämter einen Aufruf an die Gemeinden, uns geeignete Unterbringungsobjekte zu melden. Resultat: Null, wir erhielten keine Meldung. Am 1. Juli führten wir Gespräche mit den Gemeinden Neuenegg, Täuffelen, Wohlen und Oberhofen. Eine Gemeinde, die wir auch eingeladen hatten, nämlich Aarberg, sah davon ab, an dieser Besprechung teilzunehmen. Am 28. Juli erliess die POM die Verfügung an die Gemeinden Neuenegg, Täuffelen, Wohlen, Oberhofen und Aarberg, ihre Zivilschutzanlagen als Asylunterkünfte zur Verfügung zu stellen. Am 12. August stimmte die Regierung der Kreditvorlage betreffend die Platzierung von Asylsuchenden in Jugendherbergen, Zelten, Hotels etc. zu. Hierzu eine Klammerbemerkung: Es gibt keinen Hotelier, der bereit ist, Asylsuchende bei sich unterzubringen, weil er nicht will, dass sie gleichzeitig in seinem Hotel sind, wenn er dort noch andere Gäste hat. Hotelzimmer würden sich allerdings eignen; sie sind geheizt, und es sind Betten mit Bettzeug vorhanden, oder nicht? Das ist einfach die Situation. Ich stelle sie so drastisch dar, wie sie eben ist.

Am 8. September habe ich die erlassenen Verfügungen zurückgezogen, weil ich mich nicht mit

Gemeinden vor Gericht duellieren will. Das ergäbe nur Verlierer und würde nichts bringen. Der VBG schaltete sich ein. Mit ihm führten wir ein gutes, offenes Gespräch. Und ebenfalls seit dem 8. September führen wir nun zahlreiche Verhandlungen zur Schaffung von 700 zusätzlichen Plätzen: Zelte, Siloah Gümligen, Feuerwehrkaserne Bern, Niederscherli und vieles mehr. Am 4. November – das ist ganz entscheidend – beschloss die Regierung, dass es möglich ist, Gemeinden bei Bedarf anzuweisen, ihre Zivilschutzanlagen als Asylunterkünfte zur Verfügung zu stellen. Ebenfalls beschlossen wir, eine strategische Taskforce, wie sie vom VBG angeregt worden war, zu schaffen. Zudem beschlossen wir, die Brand- und Bauvorschriften in dem Sinne zu vereinfachen, dass Asylsuchende in Zivilschutzanlagen untergebracht werden können. Dies mit denselben Sicherheitsvorschriften, wie sie auch für Armeeangehörige gelten. Die GVB hat dazu Hand geboten, und so ist dies inzwischen in der ganzen Schweiz realisiert, wie wir an der letzten Plenarsitzung der Konferenz der Kantonalen Justiz- und Polizeidirektorinnen und -direktoren (KKJPD) von letztem Freitag zur Kenntnis nehmen konnten.

Sie haben mitbekommen, dass ich zwischen 9. und 13. November in mehreren Medien ziemlich Druck gemacht habe, der Bundesrat möge im Asylbereich die Notlage erklären. Denn damit bestünde die Möglichkeit, dass der Bund Zivilschutzanlagen requirieren kann. Das kann er ansonsten nicht tun. Am letzten Freitagabend hielten wir dann eine Sitzung in Zürich ab, an welcher der Vorstand der Sozialdirektorenkonferenz (SODK), der Vorstand der KKJPD, Frau Bundespräsidentin Sommaruga, der Direktor des Staatssekretariats für Migration (SEM) und der Generalsekretär des EJPD teilnahmen. Dort beschlossen wir gemeinsam, dass die beiden Konferenzen dem Bundesrat den Antrag stellen, er solle die Kompetenz zur Erklärung der Notlage im Asylwesen an die beiden Departemente EJPD und VBS delegieren, damit die beiden Bundesräte, die diesen Departementen vorstehen, rasch handeln können, wenn es die Situation erfordert. Ich muss Ihnen nicht sagen, um wie viel die Zahl der Asylsuchenden in der ganzen Schweiz zugenommen hat. Ich muss Ihnen nicht sagen, dass in fünf Wochen Weihnachten ist; dass es keine Sitzungen mehr geben wird und dass alle in den Ferien sein werden. Die Zahl der Asylsuchenden wird jedoch im Januar und im Februar weiter steigen. Das wird nicht einfach Ende Jahr aufhören. Und wir brauchen Möglichkeiten, diese Leute unterzubringen, weil es unverantwortlich ist, wenn Asylsuchende im reichsten Land der Welt obdachlos sind. Das möchte ich nicht erleben müssen. Nun sind wir gespannt, wie der Bundesrat übermorgen an der Sitzung, an der unser Antrag traktandiert ist, entscheiden wird.

Ein Wort zur Asylstrategie. Wir haben die Asylstrategie der POM letzte Woche im Regierungsrat behandelt, wie ich dies Herrn Grossrat Sancar und dem Plenum des Grossen Rats versprochen hatte. Das Kantonale Führungsorgan (KFO) ist teilweise einberufen und tagt. Denn wir müssen uns auf ein Szenario vorbereiten, in dem es deutlich mehr Asylsuchende gibt und der Bund diese nicht mehr selber registrieren kann. So würden sie bereits auf die Kantone verteilt, bevor sie registriert sind. Dann müssen wir Möglichkeiten haben, wie wir das machen könnten. Das KFO bereitet solche Konzepte vor, und wenn diese vorhanden sind, werde ich gegebenenfalls die Regierung mit diesen Konzepten und den entsprechenden Anträgen befassen müssen.

Ich muss Ihnen sagen, es ist eine sehr schwierige Situation. Für meine Mitarbeitenden im Migrationsdienst (MIDI) ist die Situation sehr schwierig. Das hat bei uns niemand gesucht, aber es ist die Realität. Wenn in Deutschland 400 000 unregistrierte Afghanen sind, die nun nicht in Deutschland bleiben können und auch nicht nach Schweden ausreisen können, weil Schweden voll ist, dann werden sie sich irgendwann in eine andere Richtung bewegen. Mit Afghanistan hat die Schweiz jedoch ein Rückübernahmeabkommen. Afghanen kann man zurückschicken, denn Afghanistan ist nicht als ganzes Land im Kriegszustand. Es gibt grosse Teile des Landes, die nicht im Kriegszustand sind, deshalb besteht auch dieses Rückübernahmeabkommen. Dort ist die Haltung der KKJPD klar: Wir müssen alle Asylsuchenden, die aus Ländern kommen, mit denen ein Rückübernahmeabkommen besteht, dorthin zurückschicken können. Das muss der Bund zusammen mit den Kantonen realisieren und durchführen.

Zum Vorstoss von Herrn Grossrat Seiler. Darin präsentiert Herr Seiler eine sehr hehre Grundhaltung; beinahe eine missionarische, die selbstverständlich nicht in allen Teilen falsch ist. Sie hat jedoch eine Flughöhe, die dieses Rathaus deutlich übersteigt, meine Damen und Herren. Wir haben uns bemüht, die konkret angesprochenen Punkte zu beantworten. Zum ersten Punkt: Wir haben unsere Strategie, nach der wir uns richten. Es ist nicht an der POM oder am Kanton Bern, eine Strategie über die Verteilung des Reichtums auf der Erde ins Leben zu rufen. Das ist in diesem Sinne nicht unsere Aufgabe. Deshalb haben wir hier Annahme und Abschreibung beantragt. Denn die Strategie, die wir verfolgen, ist vorhanden. Die Regierung ist bereit, Punkt 2 als Postulat

anzunehmen. Geschätzte Grossrätinnen und Grossräte, wir sind permanent im Kontakt mit dem Bund. Gehen Sie keinesfalls davon aus, das Parlament müsse uns sagen, wir sollten nun mit dem Bund sprechen. Wir haben beinahe wöchentlich zumindest telefonische Konferenzen – entweder mit Frau Bundespräsidentin Sommaruga oder mit dem Staatssekretär Gattiker –, oder wir treffen uns an kurzfristig einberufenen Sitzungen. Und solche Anliegen haben die KKJPd oder die SODK dort mehrmals eingebracht. Deshalb haben wir dort konkret Annahme als Postulat beantragt. Das soll permanent so laufen, das ist klar. Wenn nun die Asylgesetzgebung auf Bundesebene im eidgenössischen Parlament beschlossen wurde, so sollte diese eine deutliche Beschleunigung der Verfahren bringen. Nun wird jedoch das Referendum ergriffen. Das wird eine Verzögerung der Umsetzung von einem Jahr mit sich bringen. Und dabei ergreifen genau jene Leute das Referendum, die immer gesagt haben, es müsse endlich schneller gehen. Ich überlasse es Ihnen, zu beurteilen, ob es klug ist, dieses Referendum zu unterstützen. Ich würde meinen, dem sei nicht so. Und noch zum vierten Punkt. Wie ich bereits sagte, warten 120 Asylsuchende, die als Flüchtlinge eingestuft sind, darauf, einen Platz zu bekommen. Wenn Sie dort helfen können, bin ich Ihnen sehr dankbar.

Le président Marc Jost reprend la direction des délibérations.

Le président. Nun haben die Motionäre nochmals das Wort. Als erster spricht Herr Brönnimann als Mitmotionär, anschliessend Herr Seiler.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Sehr geehrter Herr Präsident, sehr geehrter Herr Polizei- und – so müsste man fast schon sagen – Flüchtlings- und Migrationsdirektor. Herr Regierungsrat Käser hat viel gesagt. Eigentlich sagte er schon beinahe alles, was es auch im Hinblick auf die nachfolgend zu diskutierenden Vorstösse zu sagen gibt. Das wichtigste, was er gesagt hat, war, dass die Welt heute nicht mehr dieselbe ist, wie noch vor einem halben Jahr. Vor einem halben Jahr, als Grossrat Seiler und die Mitmotionäre den Vorstoss eingereicht haben, hätte man vielleicht noch hoffen können, unter strategischer Leistungsbereitschaft sei zu verstehen, dass man es schaffen würde, innert eines halben Jahres etwas bereitstellen zu können. Inzwischen hat der Begriff der strategischen Leistungsbereitschaft vielleicht einen ganz anderen Inhalt erhalten. Ich meine vorhin von Herrn Regierungsrat Käser gehört zu haben – und ich frage nochmals, ob ich das richtig gehört habe –, dass wir unter Umständen damit rechnen müssen, in relativ kurzer Frist als Kanton Leute zugewiesen zu bekommen, die nicht registriert sind. Das heisst, wir müssten irgendwie ein kantonales Registrierzentrum aufbauen oder dies dezentral leisten können. Da frage ich mich schon, ob man nicht in Punkt 3, in die strategische Leistungsbereitschaft, genau das hineininterpretieren könnte. Wäre es aus dieser Sicht nicht doch klug, Punkt 3 jetzt zu überweisen, damit der Regierung der Rücken gestärkt wird? – Ich weiss es auch nicht. Aber eines ist klar: Die Welt ist nicht nur nicht mehr dieselbe wie vor einem halben Jahr, sondern die Welt ist – wir haben es zu Beginn der Session gehört – nicht mehr dieselbe und Europa ist nicht mehr dasselbe wie am Freitag. Und wer meint, es werde in dieser Situation einfacher, Asylsuchende unterzubringen, wenn diese nicht einmal registriert und identifiziert sind, der täuscht sich. Und wer meint, die Grosswetterlage im Nahen Osten werde sich nun so ändern, dass es dort friedlicher wird und die Flüchtlingsströme abschwellen, der setzt wohl auch nur auf das Prinzip Hoffnung. Deshalb bitte ich Sie, gleichwohl zu überlegen, ob es nicht klug wäre, Punkt 3 als Motion zu überweisen. Dies einfach um der Regierung den Rücken zu stärken. Dies namentlich in dieser ausserordentlichen Situation, die für mich persönlich – und das ist nur eine persönliche Äusserung – schon längst eine Notlage ist. Ich hoffe, der Bundesrat werde auch nachziehen. Es wird leider wohl nicht anders gehen, als dass wir mit Notrecht werden operieren müssen.

Michel Seiler, Trubschachen (Les Verts). Frauen und Männer, wenn ich ein Konzept verlangt hätte für Flüchtende, die sehr viel Geld haben, so würde wahrscheinlich auch die SVP zustimmen. Aber hier geht es eben um die armen Leute. Ich habe vor etwa einem halben Jahr versucht, eine kleine Flüchtlingsfamilie, die gerade erst in unser Land gekommen war, in meinem Haus, in einer WG mit jungen Leuten aufzunehmen. Es ist mir nicht gelungen, die zuständigen Verantwortlichen des Kantons Bern davon zu überzeugen. Ich bitte deshalb den Kanton, vermehrt Privatinitiativen zu unterstützen. Ich bin einverstanden mit dem Antrag der Regierung: Alle vier Punkte sollen entsprechend ihrem Antrag angenommen werden.

Le président. Damit kommen wir zur Bereinigung der Motion. Sie haben es gehört: Der Motionär schliesst sich nach der Debatte den Anträgen der Regierung an. Ich gehe ziffernweise vor und lasse jeweils getrennt über Annahme und – wo diese gefordert wurde – Abschreibung abstimmen. Wer Ziffer 1 als Motion annehmen will, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 95

Non 43

Abstentions 2

Le président. Sie haben Ziffer 1 als Motion angenommen. Nun befinden wir über deren Abschreibung. Wer Ziffer 1 abschreiben will, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (classement du ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Classement

Oui 95

Non 44

Abstentions 1

Le président. Der Rat hat Ziffer 1 abgeschrieben. Bei Ziffer 2 stimmen wir über ein Postulat ab. Wer dieses annehmen will, stimmt ja, wer es ablehnt, stimmt nein.

Vote (adoption du ch. 2 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil :

Adoption sous forme de postulat

Oui 82

Non 56

Abstentions 3

Le président. Sie haben Ziffer 2 als Postulat angenommen. Auch bei Ziffer 3 befinden wir über ein Postulat. Wer es annehmen will, stimmt ja, wer es ablehnt, stimmt nein.

Vote (adoption du ch. 3 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil :

Adoption sous forme de postulat

Oui 94

Non 43

Abstentions 2

Le président. Sie haben Ziffer 3 als Postulat angenommen. Wer Ziffer 4 als Motion annehmen will, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 4)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 100

Non 37

Abstentions 5

Le président. Sie haben Ziffer 4 als Motion angenommen. Es folgt die Abstimmung über die Abschreibung der Ziffer. Wer Ziffer 4 abschreiben will, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (classement du ch. 4)

Décision du Grand Conseil :

Classement

Oui 95

Non 41

Abstentions 2

Le président. Sie haben Ziffer 4 abgeschrieben. Damit haben wir den Vorstoss bereinigt. Ich bitte noch kurz um Ihre Aufmerksamkeit. Morgen werden wir mit Traktandum 9 fortfahren. Unten in der Rathaushalle steht nun eine kleine Erfrischung bereit als kleines «Merci», offeriert von der Stadt Burgdorf. Wer sich dort bedienen möchte, darf gerne zugreifen. Ich wünsche allen einen erholsamen Abend. Wir sehen uns morgen wieder zur Fortsetzung der Session.

La séance est levée à 16 heures 30.

Les rédactrices :

Catherine Graf Lutz (f)

Claudine Blum (d)